vinetur

Le secteur britannique de l’hôtellerie-restauration réclame une baisse des cotisations patronales après la perte de 100 000 emplois en deux ans

Selon UKHospitality, la hausse des coûts salariaux menace un secteur qui représente 31 % des premiers emplois des 16-24 ans.

jeudi 8 octobre 2026



Le secteur britannique de l’hôtellerie-restauration demande au gouvernement de réduire les cotisations patronales au titre de la National Insurance dans le budget de ce mois-ci. Il avertit que son rôle de principal point d’entrée dans la vie active pour les jeunes est fragilisé par la hausse des prélèvements et des coûts d’exploitation.

UKHospitality, la principale organisation professionnelle du secteur, a déclaré qu’une nouvelle analyse des données de l’Office for National Statistics montrait que les entreprises de l’hôtellerie-restauration avaient perdu environ 100 000 emplois au cours des deux dernières années. Selon elle, ce chiffre représente 45 % de l’ensemble des emplois perdus dans l’économie britannique sur la même période.

L’organisation souligne que ces pertes sont particulièrement importantes, car les restaurants, pubs, bars, hôtels et autres entreprises du secteur restent parmi les principales sources de premiers emplois dans le pays. D’après son analyse, le secteur représente 31 % des premiers emplois des 16-24 ans et emploie 18,2 % des jeunes actifs occupés au Royaume-Uni. UKHospitality indique qu’environ 300 000 postes destinés aux jeunes sont créés chaque année dans le secteur, mais estime que ces possibilités sont désormais menacées si le gouvernement ne réduit pas le coût de l’emploi.

L’organisation demande aux ministres de relever progressivement le seuil de cotisation patronale à la National Insurance pour les entreprises de l’hôtellerie-restauration afin qu’il atteigne 10 000 £ d’ici à la fin de la législature en cours. Cette mesure vise à réduire les coûts salariaux des employeurs, alors que nombre d’entreprises affirment déjà subir une forte pression sur leurs marges.

Allen Simpson, directeur général de UKHospitality, a déclaré que la capacité du secteur à continuer d’embaucher des jeunes avait été affaiblie par la combinaison de la pression fiscale et de l’inflation des coûts. Selon lui, les entreprises de l’hôtellerie-restauration ont supporté plus de 5 milliards de livres sterling de coûts supplémentaires au cours des deux dernières années. Il a également indiqué que le secteur consacrait 82 % de ses bénéfices avant impôts au paiement des taxes professionnelles, soit, selon UKHospitality, la proportion la plus élevée de toutes les branches d’activité.

Simpson estime que la question doit être abordée dans le premier budget du chancelier John Healey, prévu pour le mercredi 28 octobre. Il a plaidé pour que le budget marque un changement de cap en faveur des entreprises à forte intensité de main-d'œuvre, qui emploient un grand nombre de jeunes et de travailleurs faiblement rémunérés.

L'avertissement de UKHospitality intervient alors que de nombreux employeurs du secteur continuent d'évoluer dans un contexte commercial difficile. Les entreprises de l'hôtellerie-restauration sont particulièrement exposées à la hausse des coûts de personnel, les salaires représentant une part importante de leurs dépenses totales. Elles subissent aussi la pression des factures d'énergie, de l'inflation alimentaire, des loyers, des taxes sur les locaux commerciaux et des coûts d'emprunt. Depuis plusieurs mois, les organisations professionnelles affirment que de nombreux établissements ne peuvent plus absorber ces hausses sans réduire les horaires, limiter les embauches ou reporter leurs investissements.

L'organisation établit un lien direct entre les pertes d'emplois actuelles et ces pressions. Elle estime que la capacité du secteur à offrir des possibilités d'emploi aux jeunes est déjà mise à rude épreuve et pourrait encore se dégrader si le gouvernement n'intervient pas. Simpson a déclaré que les entreprises ne voulaient pas voir disparaître davantage d'emplois ou de débouchés et a appelé les ministres à réduire le coût de l'emploi afin que le secteur puisse reprendre plus librement ses embauches.

L'organisation professionnelle présente également cette question comme un élément d'un problème plus large sur le marché du travail. Selon elle, l'hôtellerie-restauration peut contribuer à réduire le nombre de jeunes qui ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation, souvent désignés au Royaume-Uni par l'acronyme NEET, car le secteur propose de nombreux postes débutants et des horaires flexibles. Pour beaucoup de jeunes travailleurs, ces emplois constituent une première étape sur le marché du travail et permettent d'acquérir de l'expérience dans le service à la clientèle, le travail en équipe et la gestion.

Cette demande d'allègement fiscal s'inscrit dans un ensemble de propositions plus large de UKHospitality, consacré à la croissance économique locale et à la revitalisation des artères commerçantes. Plus tôt cette semaine, l'organisation a publié ce qu'elle a

présenté comme une feuille de route destinée au gouvernement central et aux collectivités locales, avec 33 recommandations visant à réduire les obstacles réglementaires et à aider les quartiers commerçants à se redynamiser. Les propositions portent sur les taxes professionnelles, les infrastructures, les licences, l'urbanisme, les loyers et les compétences.

Parmi les autres mesures, l'organisation demande d'accélérer les autorisations d'urbanisme, de modifier les règles relatives aux licences et d'élargir les programmes de formation dans l'hôtellerie-restauration. Selon elle, ces changements, associés à une baisse de la pression fiscale, faciliteraient l'ouverture et le développement des entreprises ainsi que les embauches.

L'enjeu dépasse les seuls chiffres de l'emploi, car les pubs, les bars et les restaurants occupent une place centrale dans le commerce des boissons. Si les exploitants continuent de subir la hausse des coûts fiscaux et salariaux, leur rentabilité pourrait diminuer, leurs dépenses en bière, vin et spiritueux pourraient être limitées et la demande pourrait s'affaiblir dans certaines parties de la chaîne d'approvisionnement en boissons. La réduction des effectifs peut également avoir des répercussions sur les horaires d'ouverture, la capacité de service et les volumes de vente, en particulier dans les établissements où les boissons représentent une part importante du chiffre d'affaires.

Le gouvernement n'a pas encore répondu publiquement à la dernière proposition de UKHospitality. Les employeurs du commerce de détail, des loisirs et de l'hôtellerie-restauration suivront de près le budget, affirmant que les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre supportent une part disproportionnée des coûts fiscaux et administratifs.

Pour l'heure, UKHospitality cherche à faire valoir que l'hôtellerie-restauration doit être considérée non seulement comme un secteur tourné vers les consommateurs, mais aussi comme un moteur national de l'emploi. Son argument central est que, si le gouvernement veut accroître l'emploi des jeunes et renforcer les centres-villes et les centres urbains, il devra réduire le coût de l'emploi dans les entreprises qui leur offrent leurs premiers postes.